

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TMB/R/7

8 janvier 1996

(96-0042)

---

## Organe de supervision des textiles

### RAPPORT DE LA HUITIEME REUNION

1. L'Organe de supervision des textiles a tenu sa huitième réunion les 4 et 5 décembre 1995.
2. Etaient présents les membres et suppléants suivants: MM. Daly; Lee/Tong; Mukerji/Baati; Malik; Pangaribuan; do Prado; Rey; Saeki; Tagliani; Wentzel/Kacar/Hovorta.
3. L'OSpT a adopté le rapport de sa septième réunion (G/TMB/R/6).

#### Notification au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements

4. L'OSpT a pris note d'une notification du Canada concernant une modification apportée à la notification faite par ce pays au titre de la disposition susmentionnée (G/TMB/N/62/Corr.1).

#### Notifications au titre des paragraphes 6 et 7 b) de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements

5. L'OSpT a examiné au titre du paragraphe 21 de l'article 2 les notifications présentées, au titre des paragraphes 6 et 7 b) de l'article 2, par le Japon (G/TMB/N/39), le Guatemala (G/TMB/N/40), l'Uruguay (G/TMB/N/47) et la Suisse (G/TMB/N/50). Au cours de cet examen, l'OSpT a noté que, conformément au paragraphe 6 de l'article 2, le volume des produits intégrés correspondait aux pourcentages suivants des importations pour 1990 des produits visés par l'Accord: Japon, 16 pour cent; Guatemala, 16,17 pour cent; Uruguay, 16,49 pour cent; et Suisse, 16,19 pour cent. L'OSpT a aussi noté que dans chaque notification, conformément au paragraphe 6 de l'article 2, les produits intégrés appartenaient à chacun des quatre groupes ci-après: peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements.

#### Notifications au titre de l'article 3:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements

6. L'OSpT a examiné la notification présentée au titre du paragraphe 1 de l'article 3 par Malte. Malte n'appliquait aucune restriction aux importations de produits textiles et de vêtements, à ceci près que les importations de dentelles faites à la main étaient prohibées. Selon cette notification, cette mesure était justifiée au regard des dispositions de l'article XX f) du GATT de 1994. L'OSpT a pris note de cette notification (G/TMB/N/67 et Add.1).
7. L'OSpT a examiné la notification présentée par le Pakistan au titre du paragraphe 1 de l'article 3. Selon cette notification, le Pakistan maintenait une prohibition à l'importation sur un certain nombre de produits textiles et de vêtements, conformément aux dispositions de l'article XVIII B) du GATT. L'OSpT a pris note de cette notification (G/TMB/N/81 et Add.1).

8. L'OSpT a examiné la notification présentée par le Venezuela au titre du paragraphe 1 de l'article 3 dans laquelle ce pays indiquait son intention de maintenir une prohibition à l'importation de vêtements et de chaussures usagés (position n° 6309 de la Nomenclature douanière NANDINA) sur la base des dispositions de l'article XX b) du GATT, et de notifier cette mesure au Comité de l'accès aux marchés. L'OSpT a pris note de cette notification (G/TMB/N/85 et Add.1).

9. L'OSpT a poursuivi l'examen de la notification présentée par le Japon au titre du paragraphe 1 de l'article 3. Selon cette notification, le Japon maintenait diverses formes de contrôle des importations de fils de soie et de tissus de soie, dont certaines avaient un effet restrictif. L'OSpT a pris note de cette notification (G/TMB/N/82 et Add.1).

Notification au titre de l'article 3:2 b) de l'Accord sur les textiles et les vêtements

10. L'OSpT a poursuivi l'examen de la notification présentée par le Japon, au titre du paragraphe 2 b) de l'article 3, concernant l'élimination progressive des mesures notifiées au titre du paragraphe 1 de l'article 3, et a décidé de revenir sur la question à une date ultérieure.

Notification au titre de l'article 6:9 de l'Accord sur les textiles et les vêtements

Etats-Unis/République dominicaine: importations de vêtements de dessous, de coton et de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 352/652 des Etats-Unis)

11. Conformément au paragraphe 9 de l'article 6, l'OSpT a examiné une notification des Etats-Unis relative à la conclusion d'un accord bilatéral concernant les importations de vêtements de dessous, de coton et de fibres synthétiques ou artificielles (catégorie 352/652 des Etats-Unis) en provenance de la République dominicaine. Selon la notification, un plafond transitoire de 18 millions de douzaines a été convenu pour la période du 27 mars au 31 décembre 1995 et un plafond spécifique de 9 millions de douzaines ainsi qu'un niveau d'accès garanti<sup>1</sup> de 30 millions de douzaines ont été fixés pour 1996. Le niveau visé au paragraphe 8 de l'article 6 (niveau de référence) était de 16 442 148 douzaines. La mesure a été convenue pour une période de trois ans. Un coefficient de croissance annuel de 6 pour cent a été fixé pour le plafond spécifique.

12. L'OSpT a fait observer qu'il n'était pas prévu de coefficient de croissance pour le niveau d'accès garanti. Toutefois, d'après les indications données par le gouvernement des Etats-Unis, ce niveau peut être relevé sur demande. Par conséquent, l'OSpT croyait comprendre que, à la demande de la République dominicaine, le niveau d'accès garanti serait relevé d'au moins 6 pour cent par an.

13. L'OSpT a rappelé qu'à sa deuxième réunion, lorsqu'il avait examiné au titre des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 prise par les Etats-Unis à l'égard des importations de produits de la catégorie 352/652 en provenance du Costa Rica et du Honduras, mesure prise en même temps que celle qui frappait les importations du même produit en provenance de la République dominicaine, il avait constaté que l'existence d'un préjudice grave, au sens des dispositions des paragraphes susmentionnés, n'avait pas été démontrée. Cependant, l'OSpT n'était pas parvenu à un consensus sur l'existence d'une menace réelle de préjudice grave (G/TMB/R/2, paragraphe 16).

14. L'OSpT a noté que même si le niveau total de la limitation convenue était considérablement plus élevé que le niveau de référence, la part de la limitation que la République dominicaine pouvait obtenir sans condition (c'est-à-dire le plafond spécifique) était plus faible que le niveau de référence (G/TMB/N/132).

---

<sup>1</sup>Les niveaux d'accès garantis sont les quantités de produits d'une certaine catégorie qu'un pays peut exporter vers les Etats-Unis à condition que le produit effectivement expédié soit admis à bénéficier de ce traitement, notamment en étant fabriqué à partir de "composants des Etats-Unis".